



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

La Clef des Chants- Association Régionale de Décentralisation Lyrique Région Hauts-de-France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

54 boulevard de la liberté 59000 LILLE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

54 boulevard de la liberté 59000 LILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de La Clef des Chants,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association La Clef des Chants relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq-en-Baroeul, le 19 mai 2025

KPMG S.A.

Matthieu Pinero

Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	24 968,76	24 968,76		4 346,55
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	28 096,30	28 096,30		
	Autres immobilisations corporelles	72 571,75	70 125,28	2 446,47	4 412,30
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés	167,75		167,75	167,75
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	15 628,38		15 628,38	13 162,95
	TOTAL (I)	141 432,94	123 190,34	18 242,60	22 089,55
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	73 630,99		73 630,99	91 208,56
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	282 296,17		282 296,17	210 778,90
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT DISPONIBILITES	48 834,21		48 834,21	68 584,03
	Charges constatées d'avance	41 370,31		41 370,31	31 009,73
	TOTAL (II)	446 131,68		446 131,68	401 581,22
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		587 564,62	123 190,34	464 374,28	423 670,77
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				0,38	
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise	Fonds propres		
	Fonds propres statutaires	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subv d'inv affectées à des biens renouv</i>		
	Fonds propres complémentaires	Ecarts de réévaluation		
	Fonds propres avec droit de reprise			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Ecarts de réévaluation			
	Réserves	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles			
	Réserves pour projet de l'entité			
	Autres			
	Report à nouveau	Report à nouveau	317 024,05	341 401,55
	Excédent ou déficit de l'exercice	Résultat de l'exercice	(4 319,27)	(24 377,50)
	Total des fonds propres (situation nette)	Total des fonds propres	312 704,78	317 024,05
		Fonds associatifs avec droit de reprise		
		- Apports		
		- Legs et donations		
		- Subv d'inv affectées biens renouv		
		Droits des propriétaires		
		Ecarts de réévaluation		
	Fonds propres consommables			
	Subventions d'investissement	Subv d'inv sur biens non renouv		
	Provisions réglementées	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	Total des autres fonds associatifs		
	Total des fonds propres Total des fonds associatifs		312 704,78	317 024,05
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	Fonds dédiés sur legs et donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	Sur subventions de fonctionnement		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	Sur dons manuels		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public			
	Total des fonds reportés et dédiés			
Provisions	Provisions pour risques			
	Provisions pour charges			
	Total des provisions			
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES			
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)			16 254,09
	Emprunts et dettes financières divers			
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	DETTES D'EXPLOITATION			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	64 947,93		31 978,42
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales	79 537,83		46 890,16
DETTES DIVERSES	DETTES DIVERSES			
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes	4 223,74		
	Produits constatés d'avance	2 960,00		11 524,05
	Total des dettes		151 669,50	106 646,72
	Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF			464 374,28	423 670,77
Résultat de l'exercice exprimé en centimes			(4 319,27)	(24 377,50)
(1) Dont à moins d'un an			151 669,50	106 646,72
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP				16 254,09

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Subventions d'exploitation	625 784,55	558 305,52
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
CHARGES D'EXPLOITATION	Dons manuels		
	Dons		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Legs et donations		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		4 700,00
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	9,81	2,47
	Autres produits		
Total des produits d'exploitation		878 916,98	808 259,90
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	409 392,10	362 849,03
	Aides financières		
	Subvention accordées par l'association		
	Impôts, taxes et versements assimilés	5 843,36	10 072,69
	Salaires et traitements	318 078,42	303 331,50
	Charges sociales	143 396,43	134 817,42
	Dotation aux amortissements et dépréciations	6 312,38	12 325,98
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
CHARGES D'EXPLOITATION	Autres charges	2 465,94	6 186,92
Total des charges d'exploitation		885 488,63	829 583,54
RESULTAT D'EXPLOITATION		(6 571,65)	(21 323,64)

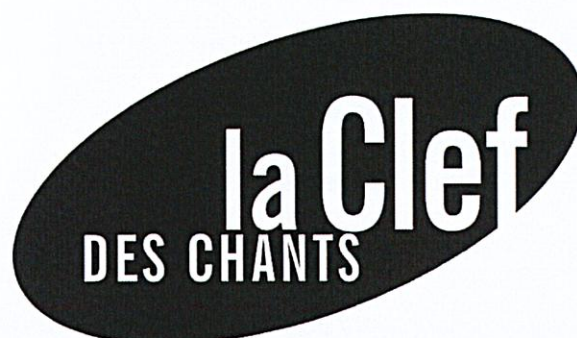
Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(6 571,65)	(21 323,64)
PRODUITS FINANCIERS	De participation	2 989,68	1 938,11
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	3,36	
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		2 993,04	1 938,11
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		2 993,04	1 938,11
RESULTAT COURANT avant impôts		(3 578,61)	(19 385,53)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	2 320,86	
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		2 320,86	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	3 061,52	4 991,97
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		3 061,52	4 991,97
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(740,66)	(4 991,97)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées			
TOTAL DES PRODUITS		884 230,88	810 198,01
TOTAL DES CHARGES		888 550,15	834 575,51
EXCEDENT ou DEFICIT		(4 319,27)	(24 377,50)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			



***Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos
31/12/2024
Montants exprimés en EUROS***

Table des matières

1	Objet social	5
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	6
3	Description des moyens mis en œuvre	7
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	8
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	8
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	8
5	Principes et méthodes comptables	9
5.1	Principes généraux	
5.1.1	Changement de méthode comptable	
5.1.2	Changements d'estimation	
5.1.3	Corrections d'erreurs	
5.2	Dérogations	10
5.3	Principales méthodes comptables	10
6	Informations relatives aux postes du bilan	11
6.1	Actif immobilisé	11
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	
6.1.3	Dépréciations de l'actif immobilisé	
6.1.4	Réévaluation	
6.1.5	Coût d'emprunt	
6.1.6	Frais d'établissement	
6.1.7	Frais de développement	
6.1.8	Donations temporaires d'usufruit	
6.1.9	Fonds commercial	
6.1.10	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
6.1.11	Actifs inaliénables	
6.1.12	Informations relatives aux filiales et participations	
6.1.13	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	
6.1.14	Prêts aux partenaires	
6.2	Actif circulant	16
6.2.1	Stocks et en cours	
6.2.2	Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations	
6.2.3	Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix de marché	
6.2.4	Précisions sur d'autres créances	
6.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	17
6.4	Fonds propres	18

6.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	18
6.4.2	Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financeurs	
6.4.3	L'excédent ou déficit de l'exercice	
6.4.9	Subventions d'investissement	
6.5	Fonds reportés et dédiés	20
6.5.1	Fonds reportés liés aux legs ou donations	
6.5.2	Fonds dédiés	
6.6	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	22
6.6.1	Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)	
6.6.2	Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)	
6.7	Provision pour risques et charges	23
6.7.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	
6.7.2	Provisions pour médaille du travail	
6.7.3	Provisions pour reversement d'une subvention	
6.8	Dettes	25
6.8.1	Emprunts et autres dettes assimilés	
6.8.2	Dettes des legs ou donations	
6.8.3	Précisions sur d'autres dettes	
6.9	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice	26
7	Informations relatives au Compte de résultat	27
7.1	Résultats par activité ou établissement	27
7.2	Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux	27
7.3	Produits du compte de résultat	27
7.3.1	Ventes de biens et de services	
7.3.2	Produits de tiers financeurs	
7.3.3	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	
7.3.4	Utilisations des fonds dédiés	
7.3.5	Autres produits	
7.4	Charges du compte de résultat	30
7.4.1	Achats de marchandises et variation des stocks	
7.4.2	Autres Achats et charges externes	
7.4.3	Aides financières	
7.4.4	Impôts, taxes et versements assimilés	
7.4.5	Salaires et traitements, charges sociales	
7.4.6	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	
7.4.7	Dotations aux provisions	
7.4.8	Reports en fonds dédiés	
7.4.9	Autres charges	

7.5	Résultat Financier	31
7.6	Résultat Exceptionnel	31
7.7	Contributions volontaires en nature du compte de résultat	31
7.7.1	Contribution volontaires en nature (Produits) : informations détaillées	
7.7.2	Charges des Contributions volontaires en nature : informations détaillées	
7.8	Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges	32
7.8.1	Produits et charges afférents aux biens destinés à être cédés	
7.8.2	Apports ou affectation de biens en nature isolés ou de numéraire	
7.8.3	Montant détaillé des frais accessoire d'achat non enregistrés dans les comptes de charges par nature prévus à cet effet	
7.9	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	32
7.10	Autres informations sur certaines contributions volontaires en nature non présentées aux pieds du compte de résultat	33
7.10.1	Contributions volontaires en nature non chiffrées au pied du compte de résultat	
7.10.2	Contributions volontaires en nature globales estimées	
8	Informations relatives à la fiscalité	34
8.1	Informations relatives au régime fiscal	
8.2	Impôt sur les bénéfices	
8.2.1	Ventilation de l'origine de l'IS	
8.2.2	Impôt différé	
8.2.3	Autres informations spécifiques liées à l'IS	
9	Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales	35
10	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	36
10.1	Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées	
10.2	Engagement reçu des donateurs	
10.3	Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)	
10.4	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	
10.5	Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat	
10.6	Libéralités acceptées par l'association pour lesquels un délai d'opposition administrative existe	
10.7	Passifs non comptabilisés	

11	Informations relatives à l'effectif	37
12	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	38
12.1	Engagements financiers donnés et reçus	
12.1.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés	
12.2	Engagements pris en matière de crédit-bail	
12.3	Autres opérations non inscrites au bilan	
13	Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)	40

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Afin de parvenir de manière harmonieuse et progressive à un maillage du territoire et à la constitution d'un réseau de centres de diffusion permettant l'accueil et la création de productions lyriques d'échelles variables, cette association se donne pour objet :

De développer une activité lyrique décentralisée en Région Nord - Pas-de-Calais, transfrontalière et interrégionale de favoriser la création et l'innovation - de développer un projet culturel d'intérêt général dans le champ de l'Art Lyrique lié à la sensibilisation, et plus particulièrement en direction des jeunes, de favoriser des points d'ancrage de la structure sur le territoire régional Nord — Pas de Calais.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixés différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Production de spectacles vivants
- Diffusion de spectacles vivants
- Sensibilisation des publics aux spectacles diffusés et autour du spectacle vivant lyrique

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Activité d'ateliers : cette activité s'est exercée auprès de publics variés dans les départements.
- Activité de spectacles vivants : cette activité s'est exercée auprès de lieux équipés ou non équipés dans le périmètre principalement des Hauts de France, en zone urbaine et rurale.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

— Investissements

- Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice :
 - N.A.
- Engagés et terminés dans l'exercice :
 - N.A.
- Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture :
 - N.A.

— Autres moyens/dépenses engagées

- Production des spectacles : The Fairy Queen, Poucette (version spectacle)
- Participation à la création de spectacles en coproductions (Camping Cosmos, Zig Bang)
- Formation : 14h en 2024 pris en charge directement par l'Opco, nulle en 2022 et 2023.
- Communication : 26 451.28 € (+16.90 %) en 2024, 22 625.86 € (+67.50%), 13507.09 € en 2022, (-55.92%), cpte 623
- Entretien général/dépense de fonctionnement : 16639.37 € (+33.19%) en 2024, 12492.24€ en 2023 (+1.02%), 12351.11€ (+ 6.75%) en 2022, cpte 615+606 à 606400

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par le/les faits d'importance significative suivants :

- La poursuite de la baisse de certaines subventions de fonctionnement, amorcée depuis 2022. En 2024, le Conseil départemental du Nord a baissé la subvention de 5000€. Ces baisses sont *compensées par l'augmentation du chiffre d'affaires et des subventions liées aux appels à projets*.
- La poursuite du travail de restructuration par une campagne d'embauche pour compléter les besoins humains sur le volet administratif et production. Cette opération sera finalisée en février 2025, par le recrutement d'une sixième salariée en CDI à temps plein.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Néant.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Il peut être appliqué par anticipation pour l'exercice en cours à sa date de publication (le 30/12/2018).

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Néant

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- la comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
- la comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

Cet exercice n'est pas concerné par ces biens.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,

— Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	24 968.76			24 968.76
Immobilisations corporelles	100 668.05			100 668.05
Immobilisations financières	13 330.70	2 465.43		15 796.13
Total	138 967.51	2 465.43		141 432.94

6.1.1.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations financières			2 465.43		
Total			2 465.43		

6.1.1.2 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Total					

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	20 622.21	4 346.55		24 968.76
Immobilisations corporelles	96 255.75	1 965.83		98 221.58
Immobilisations financières				
Total	116 877.96	6 312.38		123 190.34

6.1.2.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		4 356.55		
Immobilisations corporelles		1 965.83		
Immobilisations financières				
Total		6 312.38		

6.1.2.2 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Immobilisations financières			
Total			

6.1.2.3 Modalités d'amortissements

Les donations temporaires d'usufruit comptabilisées en immobilisations incorporelles sont amorties sur la durée de la donation temporaire avec pour contrepartie la rubrique « Fonds reportés liés aux legs ou donations ».

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation

Catégories d'immobilisations	Amortissement		Postes du résultat avec dotation		
	Mode	Taux	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	Linéaire	33.33	4346.55		
Immobilisations corporelles					
>Matériel et outils de scène	Linéaire	20.00			
>Matériel bureau & informatique	Linéaire	33.33	1 422.72		
>Matériel de transport	Linéaire	33.33	506.97		
>Mobilier	Linéaire	10.00	36.14		
Immobilisations financières	Linéaire				
Total			6 312.38		

6.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

N.A.

6.1.3.1 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

N.A.

6.1.4 Réévaluation

N.A.

6.1.5 Coût d'emprunt

Notre entité n'intègre aucun coût d'emprunt à l'actif.

6.1.6 Frais d'établissement

N.A.

6.1.7 Frais de développement

N.A.

6.1.8 Donations temporaires d'usufruit

N.A.

6.1.9 *Fonds commercial*

N.A.

6.1.10 *Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés*

N.A.

6.1.11 *Actifs inaliénables*

N.A.

6.1.12 *Informations relatives aux filiales et participations*

N.A.

6.1.13 *Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)*

N.A.

6.1.14 *Prêts aux partenaires*

N.A.

6.2 ***Actif circulant***

6.2.1 *Stocks et en cours*

N.A.

6.2.2 *Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations*

6.2.2.1 *Créances reçues par legs ou donations*

N.A.

6.2.2.2 *Dépréciations*

N.A.

6.2.3 Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix de marché
N.A.

6.2.4 Précisions sur d'autres créances

- Subvention Région à recevoir : 259 927.70 €
- Subvention Pas de Calais à recevoir : 0€
- Crédit de TVA (4° trim2024) : 6 236€
- Crédit Impôt sur les sociétés : 550 €
- Taxe sur les salaires à recevoir : 0 €

6.2.4.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance significatives sont les suivantes :

- Plaquettes de saison représentant : 4750.33€ en 2024 / 2818€ en 2023 (exercice précédent).

6.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

N.A.

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks				
Créances				
Immobilisations financières				
Total	0	0	0	0

Erreur ! Source du renvoi introuvable.

Association, Fondation, Fonds de dotation
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos Date de clôture
Montants exprimés en EUR

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	0				0
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Ecart de réévaluation	0				0
Réserves «dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	0				0
Report à nouveau «dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	341 401.55	-24 377.50			317 024.05
Excédent ou déficit de l'exercice «dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)»	-24 377.50	24 377.50		4 319.27	-4 319.27
Situation nette	317 024.05			4 319.27	312 704.78
Fonds propres consommables	0				0
Subventions d'investissement	0				0
Provisions réglementées	0				0
TOTAL	317 024.05	0		4 319.27	312 704.78

(1) « Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des PM de DP à but NL applicable aux exercices ouverts à compter du 1/1/2020, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

6.4.2 *Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financeurs*

Le « Report à nouveau sous contrôle de tiers financeur » est constitué des résultats réalisés sur des projets (résultats d'établissements, de programmes) qui sont pris en considération par les organismes de financement pour déterminer le montant des ressources à attribuer pour les exercices suivants. Il fait l'objet d'une ventilation par exercice

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité : Fonds Propres)		317 024.17
Résultats affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs destinés : - A l'exercice - Aux exercices ultérieurs		
Résultats non affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Solde		

6.4.3 *L'excédent ou déficit de l'exercice*

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

Le résultat de l'exercice se compose de :

- (4 319.27 €), résultat définitivement perdu pour l'organisme ;
- 0 €, résultat sous contrôle de tiers financeurs, « résultat repris par un tiers financeur »

6.4.4 *Subventions d'investissement*

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

N.A.

6.5 *Fonds reportés et dédiés*

6.5.1 *Fonds reportés liés aux legs ou donations*

N.A.

Situations Ressources	Montant des fonds	Fonds à engager au début de l'exercice (19) A	Utilisation en cours d'exercice (789) B	Engagement à réaliser sur legs et donations affectés (689) C	Fonds restant à engager en fin d'exercice (19) D = A-B+C
Legs et donations					
Total	N.A.				

6.5.2 Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	0	0	0	0	0	0	0
« contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS »							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0

6.5.2.1 Subventions de fonctionnement affectées

Lorsqu'une subvention de fonctionnement inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Situations Ressources	Montant total des fonds alloués (2)	Fonds à engager au début de l'exercice (19) A	Utilisation en cours d'exercice (7894) B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894) C	Fonds restant à engager en fin d'exercice (19) D = A-B+C
SubventionRegion2024 Reprise/Subvent0 Région 2023	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

6.5.2.2 Dons manuels

N.A.

6.6 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

N.A.

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : Reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	0		0	0
Total	0		0	0

6.6.1 *Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)*

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
Total	0	0	0

6.6.2 *Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)*

N.A.

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
Total	0	0	0

6.7 *Provision pour risques et charges*

N.A.

	Montant au début de l'exercice (a)	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice (b)
Provisions pour risques							
Provisions pour charges	0		0	0			0
Total	0	0	0	0	0	0	0

6.7.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

N.A.

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	0	0	0
Engagements de pension à d'anciens dirigeants	0	0	0
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite	0	0	0

Notre entité ne provisionne (non déductible) pas ses engagements de retraite et avantages assimilés.

6.7.2 Provisions pour médaille du travail

N.A.

6.7.3 Provisions pour reversement d'une subvention

Une provision pour reversement de subvention est comptabilisée dès qu'il apparaît probable qu'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire ne pourront être atteints.

Pour l'exercice 2024 au vu des circonstances, la structure applique les prérogatives de ses financeurs : aucune déduction de versement est constatée sur cet exercice 2024 (cf. § 6.8.3.2).

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début d'exercice	Augmentations : Dotation de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour reversement d'une subvention suite à la non-atteinte des objectifs fixés dans la condition résolutoire	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

6.8 Dettes

6.8.1 Emprunts et autres dettes assimilés

6.8.1.1 Titres associatifs et assimilés

N.A.

6.8.1.2 Partenaires - comptes courants

N.A.

6.8.2 Dettes des legs ou donations

N.A.

6.8.3 Précisions sur d'autres dettes

6.8.3.1 Produits constatés d'avance

A la clôture de l'exercice la variation du poste par rapport à l'exercice précédent s'explique ainsi

- Vente de spectacles « en accueil » 0.00€/ 00 K€ l'exercice précédent
- Vente de spectacles « en coproduction » 2 960.00 €/ 0.00 € l'exercice précédent
- Recettes d'ateliers et de stages 0 K€/ 11 K€ l'exercice précédent
- Subventions affectées aux spectacles en diffusions K€/ K€ l'exercice précédent

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis.

6.8.3.2 Subventions à reverser

Le taux conventionnel de prise en charge de la subvention « Région » est de 59.39 % pour 2024 (soit un montant de 841 908€ de dépenses subventionnables). La totalité des objectifs de charges est atteinte (avec 880 055 € de dépenses subventionnables réalisées).

Soit une subvention « Région Hauts de France » de 500 000 € sans remboursement calculé.

(cf. : § 6.5.2 et § 6.7.3)

6.9 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
<u>Créances de l'actif immobilisé :</u>				>Emprunts obligataires convertibles (2)(3)				
>Créances rattachées à des participations				>Autres emprunts obligataires (2)(3)				
>Prêts (1)				>Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :				
				- à 1 an au maximum à l'origine				
				- à plus de 1 an à l'origine				
>Autres	15628.38	0.38	15628.00	>Emprunts et dettes financières divers (2) (3)				
<u>Créances de l'actif circulant :</u>				>Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	64947.93	64947.93		
>Créances Clients et Comptes rattachés	73630.99	73630.99		>Dettes des legs ou donations				
>Créances reçues par legs ou donations				>Dettes fiscales et sociales	79537.83	79537.83		
>Autres	282296.17	282296.17		>Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
>Charges constatées d'avance	41370.31	41370.31		>Autres dettes (3)	4223.74	4223.74		
				>Produits constatés d'avance	2960.00	2960.00		
TOTAL	412925.85	397297.85	15628.00	TOTAL	151669.50	151669.50		
(1) Prêts accordés en cours d'exercice Prêts récupérés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice (3) Dont garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)				

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés) ;
- Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice		Déficit	Excédent
<i>Gestion propre (= libre)</i>			
1	La Clef des Chants : Fonctionnement Général	0	0
2	La Clef des Chants : Action culturelle	0	0
3	La Clef des Chants : Production/Diffusion	4319.27	0
4	Activité ou établissement 1	0	
<i>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</i>			
5	N.A.		
Résultat de l'exercice		4319.27	0

7.2 Passage du résultat comptable au résultat administratif et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

N.A.

7.3 Produits du compte de résultat

7.3.1 Ventes de biens et de services

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées :

7.3.1.1 Actions réalisées par l'organisme : France, Etranger

7.3.1.2 Ventes de biens dont ventes de dons en nature
N.A.

7.3.1.3 Ventes de prestations de services (dont parrainages)

- Vente de spectacles « produits ou co-produits »
- Vente de spectacles « en accueil »
- Prestation d'ateliers et stages de sensibilisation aux spectacles
- Partenariat

7.3.1.3.1 Parrainage des entreprises
N.A.

7.3.2 Produits de tiers financeurs

7.3.2.1 Concours publics et subventions d'exploitation

7.3.2.1.1 Concours publics
N.A.

7.3.2.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent. Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

7.3.2.1.3 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation		72000.00	500000.00		20784.55
➤ Etat :					
➤ Région :					
➤ Dpt.Nord :			18000.00		
➤ Dpt Pas de Calais :			15000.00		
Subvention d'investissement					

7.3.2.2 Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable N.A.

7.3.2.3 Ressources liées à la générosité du public N.A.

7.3.2.3.1 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles) N.A.

7.3.2.3.2 Mécénat N.A.

7.3.2.3.3 Legs, donations, assurance vie N.A.

7.3.2.4 Contributions financières N.A.

7.3.2.4.1 Contributions sans contrepartie

7.3.2.4.2 Contributions financières avec contrepartie

7.3.3 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprise sur amortissements : 0 €

Reprises sur dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles : 0.00€

Reprises sur dépréciation d'autres actifs hors legs ou donations destinés à être cédés : 0.00€

Reprises sur dépréciation d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés : 0.00€

Transferts de charges : 0 €

7.3.4 Utilisations des fonds dédiés

Utilisation de fonds reportés :

— Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation : 0€ en 2024.

(Dont 0 € repris pour subvention Région à reverser.)

— Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes : 0.00€

Utilisations des fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public : N.A.

7.3.5 Autres produits

➤ Indemnités et débits reçues sur prestations non réalisées : 0.00€

7.4 Charges du compte de résultat

7.4.1 Achats de marchandises et variation des stocks

➤ 0.00€

7.4.2 Autres Achats et charges externes

➤ 409 392.10€

7.4.2.1 Frais de recherche de fonds

➤ 0.00€

7.4.3 Aides financières

N.A.

7.4.4 Impôts, taxes et versements assimilés

➤ 5 843.36€

7.4.5 Salaires et traitements, charges sociales

➤ Salaires et traitements : 318 078.42 €

➤ Charges sociales : 143 396.13 €

7.4.6 Dotations aux amortissements et aux dépréciations

➤ 6 312.38 €

7.4.7 Dotations aux provisions

➤ 0 €

7.4.8 Reports en fonds dédiés

Seules les charges d'exploitation (et non les charges financières ni les charges exceptionnelles) comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à des projets définis.

- Engagements à réaliser : 0.00 €

7.4.9 Autres charges

- 2 465.94€

7.5 Résultat Financier

Les aides financières (§7.4.3) ne font pas partie du résultat financier. Elles sont rattachées à un poste distinct « Aides financières » en charges d'exploitation, ou figurent en charges exceptionnelles (si elles ne relèvent pas de l'activité normale).

- 2 993.04 €

7.6 Résultat Exceptionnel

- (740,66) €

7.7 Contributions volontaires en nature du compte de résultat

N.A.

7.7.1 Contribution volontaire en nature (Produits) : informations détaillées

7.7.1.1 Dons en nature

La structure n'a pas bénéficié de prestations en nature valorisables.

7.7.1.2 Prestations en nature

La structure n'a pas bénéficié de prestations en nature valorisables.

7.7.1.2.1 Prêts à usage-commodat

Le prêt à usage est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi. Le prêt à usage ne satisfait pas aux conditions de reconnaissance d'un actif au sens des articles 211-1 et suivants du plan comptable général. Le prêt à usage est comptabilisé en tant que contribution volontaire en nature.

La structure n'a pas bénéficié de prêts à usage valorisable.

7.7.1.3 Bénévolat

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat informel (aide aux voisins, coups de main) est à distinguer du bénévolat formel qui s'exerce au sein d'une structure organisée.

Le bénévolat dans notre entité n'a pas été pratiqué.

7.7.2 *Charges des Contributions volontaires en nature : informations détaillées*
N.A.

7.8 *Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges*

7.8.1 *Produits et charges afférents aux biens destinés à être cédés*

N.A.

A partir de la date d'acceptation et jusqu'à la date de cession, les revenus et les charges afférents aux biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés, sont inscrits en compte de résultat soit selon leur nature lorsque celle-ci est identifiable, soit à défaut dans les comptes « Autres charges sur legs ou donations » (Poste Autres charges - de gestion courante- du compte de résultat) et « Autres produits sur legs ou donations » (Poste Autres produits -de gestion courante- du compte de résultat).

7.8.2 *Apports ou affectation de biens en nature isolés ou de numéraire*

N.A.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature. Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux opérations d'apports partiels d'actifs

7.8.3 *Montant détaillé des frais accessoire d'achat non enregistrés dans les comptes de charges par nature prévus à cet effet*

N.A.

7.9 *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat*

7.9.1.1 *Produits à recevoir*

- Organismes sociaux Produits à recevoir (cpam) : 203.58 €

7.9.1.2 *Produits et charges imputables à un autre exercice*

- Charges sur exercice antérieur et amende : 3 061.52 €

7.9.1.3 *Quote-part de résultat sur opérations faites en commun*

N.A.

7.9.1.4 *Charges et produits exceptionnels*

Charges :

- Indemnités versées aux compagnies sur représentations annulées : 0 €

- Subvention à reverser : 0 €
- Avoir sur facture de vente : 0 €

Produits :

- 2 320.86 €

7.9.1.5 Transferts de charges

- 0 €

7.9.1.6 Honoraires des commissaires aux comptes

—	— CAC 1	— CAC 2
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	— 15300 €	—
— Au titre d'autres prestations	—	—
— Honoraires totaux	— 15 300€	—

7.10 *Autres informations sur certaines contributions volontaires en nature non présentées aux pieds du compte de résultat*

N.A.

8 Informations relatives à la fiscalité

8.1 Informations relatives au régime fiscal

- Résultat de l'exercice	+	(4319) €
- Impôt sur les bénéfices à15 % ⁽¹⁾	+	0€
- Résultat avant impôt	=	(4319) €
- Variation des provisions réglementées		0.00€
- Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires		0.00€

8.2 Impôt sur les bénéfices

8.2.1 Ventilation de l'origine de l'IS

	Résultat courant	Résultat exceptionnel (et participation)
Résultat avant impôts	(4319)	
Impôts : - au taux de15.. %	0.00€	
- sur PVLT	0.00€	
Résultat après impôts	(4319) €	

Méthode employée :

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

8.2.2 Impôt différé

N.A.

8.2.3 Autres informations spécifiques liées à l'IS

- Report en arrière des déficits : 0.00€
- Déficit restant à reporter : = 23 450 €
- Crédits d'impôts (ex CIR, crédit d'impôt recherche) : 0.00€
- Régime de faveur (ex ZRR) : 0.00€

9 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales

N.A.

10 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

10.1 *Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées*

N.A.

10.2 *Engagement reçu des donateurs*

N.A.

10.3 *Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)*

N.A.

10.4 *Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)*

Le montant total des « rémunérations des deux plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 100 749.25 € en 2024.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « compte financier » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif ».

10.5 *Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat*

N.A.

10.6 *Libéralités acceptées par l'association pour lesquels un délai d'opposition administrative existe*

N.A.

10.7 *Passifs non comptabilisés*

N.A.

11 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	3
Agents de maîtrise et Techniciens	2
Employés	0
Ouvriers	0
Total	5

12 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

12.1 Engagements financiers donnés et reçus

12.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Notre entité ne provisionne pas son (ses) engagement(s) suivant(s) dont les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture sont précisées ci-après.

Le(s) régime(s) correspondant(s) est un régime d'indemnités de départ en retraite qui résulte de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles (CCNEAC).

Le montant notre engagement total correspondant s'élève à 0.00€ au 31/12/2024 comme au 31/12/2023 et 31/12/2022.

Cet engagement est estimé selon la méthode historique simplifiée retenue par notre entité qui est de fournir la même qualité d'information établie sur des bases identiques à celle exigée des entreprises qui ont choisi de les provisionner.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 62 ans
- Taux d'actualisation : N.A.
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 0.00%
- Concernant l'appréciation de la probabilité d'être présent dans l'entité à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise,

Pour la prise en compte de la probabilité de turnover,

- Des Statistiques propres dont une probabilité de réalisation à 100% pour les salariés à 5 ans de la retraite.

Pour la prise en compte du risque de mortalité, elle n'est pas appliquée

- Le % de cotisations/contribution sociales « patronales » probable retenu à payer sur ces indemnités est celui du salarié concerné sur l'exercice : 50%

12.2 Engagements pris en matière de crédit-bail

Retraitement de crédits-bails					
	Terrains	Constructions	Installations matériel et outillage	Autres	Total
<i>Valeur d'origine</i>					
Amortissements					
- Cumuls exercices antérieurs					
- Dotation de l'exercice					
Sous-total					
<i>Redevances payées</i>					
- Cumuls exercices antérieurs					
- Dotation de l'exercice					
Sous-total					
<i>Redevances restant à payer</i>					
- A un an au plus					
- A cinq ans au plus					
- A plus de cinq ans					
Sous-total					
<i>Valeur résiduelle</i>					
- A un an au plus					
- A plus d'un an et 5 ans au plus					
- A plus de cinq ans					
Sous-total					
Montant pris en charge dans l'exercice				0	0

12.3 Autres opérations non inscrites au bilan

Aucunes autres opérations significatives concernées.

13 Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

Notre entité n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public percevant des dons pour un montant supérieur à 153K€.